

tous les citoyens. Mais quand on veut créer des emplois, on ne peut le faire qu'en contractant des emprunts, qu'en faisant des investissements. Pour investir, il faut emprunter, et rembourser l'emprunt et les intérêts. Ainsi on soutire plus de la société qu'on y investit réellement.

C'est pourquoi, monsieur le président, nous connaissons de plus en plus les méfaits du système. On donne d'une main, et l'on soutire plus de l'autre, ce qui fait que la situation économique s'aggrave et que le nombre des pauvres augmente.

Pour bien saisir la tendance actuelle de l'économie du Canada, dirigée par ses élites financières, économiques et politiques, il suffit de jeter un coup d'œil sur le passé, de 1934 à nos jours. Les résultats de notre système économique national ne peuvent pas être l'effet du hasard, mais la conséquence d'une direction planifiée tant bien que mal, par les Canadiens compétents à qui nous confions l'administration de nos affaires publiques et sociales.

Tous les Canadiens sont intéressés à une juste répartition de la production nationale destinée à la consommation et à la capitalisation pour les années futures.

On produit d'abord pour satisfaire aux besoins des citoyens et, ensuite, pour prévoir la sécurité et le développement du Canada pour les années à venir.

La production a donc deux buts: la consommation et la capitalisation. Voilà ce que le ministre oublie d'étudier.

En 1934, on a fondé la Banque du Canada dans le but de mettre de l'équilibre dans la direction de l'économie. Voyons, à la lumière des chiffres que je vais citer, l'orientation que les autorités financières et politiques ont donnée à la production, en rapport avec la consommation et la capitalisation.

En 1934, la production nationale était de quatre milliards, la consommation, de trois milliards 600 millions, et la capitalisation, de 400 millions. Par conséquent, 10 p. 100 de la production était capitalisé.

En 1945, la production s'élevait à 12 milliards de dollars, et la consommation, à 10 milliards 800 millions. La capitalisation était de 1 milliard 200 millions, soit encore 10 p. 100 de la consommation. On maintenait la moyenne de la capitalisation à 10 p. 100.

En 1960, la production était de 36 milliards, et la consommation, de 27 milliards, soit 75 p. 100 de consommation. Quant à la capitalisation, elle était de 9 milliards. Par conséquent, la capitalisation est passée de 10 p. 100 à 25 p. 100, en 15 ans.

En 1971, la production est de 90 milliards, la consommation, de 54 milliards et la capitalisation, de 36 milliards de dollars, soit 40 p. 100 de la consommation.

Nous avons connu un certain équilibre en 1944, alors que la capitalisation était de 10 p. 100. Or, en 1971, la capitalisation s'est élevée à 40 p. 100. Nous capitalisons donc beaucoup trop. Voilà où le ministre devrait intervenir. Comme on le voit: plus on produit, plus on capitalise, et moins on consomme. La consommation, à cause de cela, est terriblement diminuée.

Tous les efforts sont dirigés vers la production, la capitalisation et la productivité, et ce au détriment du consommateur.

De 1934 à 1971, nous avons connu tour à tour la dépression, la guerre, la prospérité et l'inflation. Et nous revenons maintenant à la dépression, au chômage, à la pauvreté croissante. Devant une production continuellement accrue, potentiellement illimitée, marquée par l'expérience des 40 dernières années, il devient urgent de faire

un point, de fixer un cran d'arrêt, et même de commander immédiatement la volte-face pour éviter la catastrophe qui est de plus en plus imminente.

Concentrons maintenant notre attention sur les chiffres relatifs à 1971 et voyons comment l'abondante production de 1971 se partage entre la consommation et la capitalisation. Encore une fois, la production nationale brute est de 90 milliards. Cette production est magnifique. La consommation est de 54 milliards. Nous consommons 60 p. 100 de notre production. Il existe donc un déficit dans la consommation. Nous capitalisons 36 milliards, soit 40 p. 100 de la consommation. Ce chiffre est trop fort. La capitalisation se fait de la manière suivante: une capitalisation de 6 milliards est effectuée par les particuliers, et une de l'ordre de 30 milliards de dollars est faite par les sociétés.

Avant de capitaliser trop, il faut consommer assez. C'est ce que le ministre n'a jamais compris, c'est ce qu'il devrait étudier, parce qu'il est possible d'équilibrer notre économie, de capitaliser moins et de rendre plus de produits accessibles à la consommation, afin que les consommateurs puissent bénéficier de la production nationale du surplus de production.

L'analyse des comptes nationaux démontre bien vers quoi s'oriente toute l'activité économique nationale, sous l'autorité suprême du gouvernement, qui possède tous les leviers de commande de la production, de la répartition de la production en consommation et en capitalisation, entre les particuliers et les corporations.

• (8.50 p.m.)

À la fin de toutes les opérations économiques de l'année 1971, on constate que les particuliers ne capitalisent que 6 milliards de dollars, après avoir fait des dépenses et payé leurs impôts. Les sociétés réalisent une capitalisation annuelle de 30 milliards, une fois leurs frais d'administration et d'opération ainsi que leurs impôts payés.

Ces résultats ne sont pas l'effet du hasard. Ils sont prévus, ils sont calculés à l'avance, selon des techniques connues des experts, mais souvent ignorées de la population, des classes défavorisées, laborieuses, de plus en plus privées des bienfaits de la production nationale accrue.

Pour donner un exemple, je dirai que la production, en 1926, était de 5 milliards 150 millions, et que l'exemption de base de l'impôt était de \$1,500; je dirai aussi qu'en 1971, alors que la production est de 90 milliards, soit \$4,200 par Canadien, l'exemption d'impôt, eu égard à la production, est de \$1,000. L'exemption d'impôt, depuis 1926, est passée de \$1,500 à \$1,000, et l'on prétend, faire beaucoup pour les citoyens, alors que le coût de la vie a peut-être augmenté de 200 p. 100, comparativement à la production nationale brute. Le citoyen qui travaille est donc de plus en plus frustré du fruit de son revenu, en voyant son exemption d'impôt continuellement rapetissée, par rapport à la production nationale par tête.

De 1929 à 1933, le citoyen était exempté d'impôt pour un montant d'argent égal à trois fois le produit national par tête. En 1970-1971, le citoyen n'est exempté d'impôt que d'un quart du produit national par tête. Au cours de cette période, la situation du citoyen s'est donc dégradée au point que l'exemption d'impôt passa de trois fois plus à quatre fois moins la production nationale par tête. Voilà d'où proviennent le chômage et la pauvreté.

Les comptables, les économistes, les administrateurs, les ministres, sont tous en mesure d'apprécier ces méthodes de calcul et leurs conséquences néfastes sur l'équilibre économique national, alors que la population voit son